

1973 Septembre



COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE



CHILI

*3 années
de réformes
révolutionnaires
3 années
de complots*

4° P. 7735

Le Chili avant le gouvernement de l'Unité Populaire - quelques données

- Economie déséquilibrée : la production stagne - le taux de croissance par habitant représente moins de 1 % par an depuis 1945.

Le cuivre représente 70 % du budget national ; il est produit et commercialisé sous le contrôle de 3 compagnies nord-américaines. Cette dépendance subsistera malgré la "chilénisation" partielle du cuivre effectuée par le gouvernement Frei, qui associait l'Etat aux compagnies nord-américaines et permettait à celles-ci d'investir moins tout en retirant de meilleurs profits.

"En 50 ans, le cuivre a fait gagner aux compagnies étrangères ... 9.800 millions de dollars, ce qui représente la valeur du capital social de la patrie accumulé tout au long de son existence." (Salvador Allende - Discours du 7 février 1970)

Le produit national provient à 52 % des services et à 40 % seulement de la production.

- Dette extérieure : 3.200 millions de dollars.
- Inflation constante : 50 % par an sous Alessandri, freinée sous Frei mais atteignant 34,9 % en 1970.
- Les banques sont au service des clans oligarchiques : 1 % des emprunteurs bancaires accaparent 33 % du crédit pour des investissements spéculatifs parasitaires.
- Système agraire reposant encore largement sur les "latifundios". Certaines "haciendas" atteignent 100.000 ha. En 1965, 600 chiliens possédaient 60 % des terres cultivables. Les rendements sont faibles et le système peu productif. La Réforme Agraire du gouvernement démocrate-chrétien de Frei expropriera 1.225 domaines en 5 ans (le gouvernement de l'Union Populaire en expropriera autant en 10 mois).
- Dans le Chili d'avant l'Unité Populaire, les revenus familiaux sont faibles et on calcule que 58 % des familles de Santiago souffrent de sous-alimentation.
- La mortalité infantile atteint 100 ‰.

Trois années de mesures révolutionnaires

Les nationalisations

NATIONALISATION DU CUIVRE

=====

11 juillet 1971 : Réforme constitutionnelle présentée par le gouvernement de l'Unité Populaire (UP) permettant la nationalisation des mines de cuivre. Votée à l'unanimité par le Parlement.

Septembre 1971 : Le contrôleur général de la République D.C. déclare que cette nationalisation se fera sans indemnisation en raison des bénéfices excessifs des compagnies nord-américaines.

Cette réforme concerne aussi les mines de fer, charbon et nitrate qui sont nationalisées.

Dans les 10 premiers mois du gouvernement de l'UP, 70 entreprises monopolistes ou essentielles pour l'économie ont été réquisitionnées et placées sous contrôle de l'Etat (elles entrent dans le secteur social de l'économie).

Exemples : Industries textiles : Yarur, Sumar et Hirmas.
Fabrique d'alimentation Purina - Loewer, etc...

Seules les entreprises dépassant un certain patrimoine (14 millions d'escudos) peuvent être incorporées au secteur social.

NATIONALISATION DES BANQUES

=====

Novembre 1971 : 90 % du système bancaire est contrôlé par l'Etat. L'étatisation des banques permet une réorientation des crédits en faveur des entreprises nationalisées, des "Asentamientos", mais aussi des petites et moyennes entreprises, ainsi que des petits commerçants.

Juin 1972 : L'Etat est majoritaire à la Banque du Chili.

Depuis les premiers mois du gouvernement de l'UP, étatisation progressive du commerce extérieur.

La réforme agraire

La loi appliquée est celle de 1967 (votée sous Frei) mais 5 à 6 fois plus vite que sous le gouvernement démocrate-chrétien. Pendant les 10 premiers mois, l'administration de l'UP a exproprié 1.327 latifundios, presque autant que Frei en 5 ans.

En août 1972, la réforme agraire avait affecté 3.394 domaines, soit 8.996.000 ha.

La Réforme Agraire, outre le fait qu'elle a permis de détruire le système des énormes propriétés terriennes, a organisé le travail collectif (Assentamientos) et a permis aux paysans de prendre part aux décisions les concernant dans les conseils paysans. Elle a joué un rôle important dans l'élévation du niveau culturel et technique des campagnes.

Selon la loi, la Réforme Agraire ne touche que les domaines d'une surface supérieure à 80 ha.

Mesures sociales

L'Union Populaire a cherché dès ses débuts au gouvernement à redistribuer les richesses de façon plus juste : une de ses premières mesures a été la hausse des salaires de 35 à 40 %. En 1971, les salariés reçoivent 59 % du revenu national (en 1970, ils en recevaient 50 %). Le réajustement des salaires et traitements est désormais établi en commun par le gouvernement et la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).

A la suite de ces mesures, le pouvoir d'achat augmente et la consommation s'accroît.

- Lutte contre le chômage = en septembre 1970, le chômage atteint 8,4 % de la population active, en septembre 1971, il a été réduit à 4,8 %.
- Lutte contre l'inflation = pendant les 9 premiers mois de 1970 l'inflation est de 32,9 %. Pendant la même période en 1971, elle est de 13,9 %. Par la suite, le sabotage économique sera la cause principale de son augmentation.
- Mesures en faveur de l'enfance = Le gouvernement donne 1/2 litre de lait tous les jours à chaque enfant et une paire de souliers par an aux écoliers. 70.000 places nouvelles sont créées dans l'enseignement primaire. En août 1971, une campagne d'alphabétisation est lancée (le Chili est un des pays d'Amérique Latine où le taux d'alphabétisation est le plus bas : environ 10 % de la population).
- Mesures en faveur d'un meilleur logement = La CORVI (Corporation du logement, organisme d'Etat) entreprend, en 1971, 70.000 logements neufs.
- Réduction du tarif des transports en commun.

La production

La nouvelle politique de l'UP va amener une augmentation de la production malgré les divers sabotages économiques.

En juillet 1972 : record de la production du cuivre, malgré les grèves réactionnaires dont la plus importante a été celle de la mine de Chuquicamata en 1971.

Au cours du premier semestre 1972, la production de cuivre fin a atteint 144.185 tonnes (même période en 1971 : 140.923 tonnes et en 1970 : 127.510 tonnes).

En 1971, la production industrielle a augmenté de 12 %.

Le produit national brut a augmenté de 8 % la même année, alors qu'entre 1967 et 1970, le PNB n'augmentait que de 2,72 %.

La dette extérieure

En février 1972, la dette extérieure se chiffre à 4 milliards de dollars due en grande partie à la politique des précédents gouvernements. Si le gouvernement de l'UP reconnaît les dettes passées, il n'assume pas le calendrier des échéances. Dès novembre 1971, il avertit ses créanciers de son intention d'ouvrir une négociation. Le Fonds Monétaire International a reconnu la nécessité de renégocier la dette du Chili.

En février 1972, le "Club de Paris" se réunit.

Le 24 avril 1972, la dette extérieure est refinancée pour 3 ans.

Pour 72, allègement de la balance des paiements d'environ 165 millions de dollars.

Le gouvernement de l'UP cherche plusieurs ouvertures de crédits auprès de différents pays. En juillet 1972, il obtient de l'URSS un crédit de 237 millions de dollars et un contrat d'achat sur 3 ans de 130.000 tonnes de cuivre.

En février 1973, la France, la Chine, la Corée et la Tchécoslovaquie ouvrent des crédits au Chili.

La politique extérieure

- Etablissement de relations diplomatiques avec les pays socialistes.
- Adhésion du Chili au groupe des pays non alignés.
- Adhésion du Chili à l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) dont la 3e conférence est célébrée à Santiago en avril 1972.
- En avril 1973 aussi, réunion à Santiago de la FSM.

Trois années de complots

EXTRAITS DE DOCUMENTS SECRETS I.T.T., PUBLIES PAR QUIMANTU, 1972, SANTIAGO

=====

14 septembre 1970 = Les dirigeants de l'ITT étaient disposés à "aider financièrement avec des sommes atteignant des millions de dollars"... Ils affirment : "et de tout temps, nous avons craint la victoire d'Allende et avons essayé sans succès d'alerter d'autres compagnies américaines sur le destin de leurs investissements pour qu'elles s'unissent à nous dans nos efforts pré-électoraux".

17 septembre 1970 = Une lettre fait mention de la possibilité de l'intervention de l'armée dans le cadre d'une guerre civile. "Nous savons que l' "establishment" militaire U.S. a assuré l'armée d'une aide matérielle et économique totale". La même lettre ajoute que Frei "ne bougera pas, sauf si on lui organise une situation d'atteinte à la Constitution. Il faut la lui fournir d'une manière ou d'une autre, par la provocation."

29 septembre 1970 = Suggestions d'un représentant de Washington sur les différents moyens d'appliquer la pression économique.

Ces moyens sont les suivants (dans l'ordre de la lettre) :

1° Non renouvellement des crédits bancaires, ou délais allongés avant de renouveler ces crédits.

2° Retard dans l'envoi de l'argent, des livraisons, des pièces de rechange, etc... de la part des compagnies.

3° Faire en sorte que les compagnies d'épargne et de prêt du Chili ferment leurs portes.

4° Retrait de toute aide technique dorénavant. Fermeture des compagnies (sous-entendu, compagnies U.S.) qui pourraient le faire.

5° "On nous a donné une liste des compagnies et suggéré que nous les contactions comme convenu. On m'a dit que, parmi toutes les compagnies impliquées, seule la nôtre avait répondu et comprenait le problème. Le visiteur a ajouté que l'argent n'était pas un sujet de préoccupation. Il a indiqué qu'on avait fait quelques pas mais qu'il cherchait une aide supplémentaire pour mener à un effacement économique".

29 septembre 1970 = Une autre lettre parle des "efforts clandestins" pour amener la fermeture des compagnies d'épargne et de prêt du Chili, en ajoutant : "on espère que cela provoquera un retrait massif des capitaux et la fermeture de quelques usines, augmentant ainsi le chômage."

"Une faction d'extrême droite a lancé une série d'actes terroristes le dimanche 27 septembre (presque tous à la bombe) ; cela semble être une tentative d'amateurs pour provoquer le secteur castriste-marxiste (sic) à une riposte violente, ce qui produirait les conditions nécessaires à une intervention militaire."

- 9 octobre 1970 = William Merriam, vice-président d'ITT, écrit à John Mac Conne, ex-directeur de la CIA et actuel directeur d'ITT : "Nous continuons à contacter des membres sélectionnés des forces armées avec l'objectif de les voir diriger quelque soulèvement mais sans succès jusqu'à maintenant."
- 16 octobre 1970 = "La semaine dernière, Washington a donné la consigne à Viaux (qui préparait un soulèvement) de faire machine arrière ... et de se tenir en réserve pour une date indéterminée. Des émissaires l'ont assuré que s'il bougeait trop tôt et perdait, sa défaite serait comparable à une "Baie des Cochons" chilienne. Pour le convaincre de ne pas agir dans l'immédiat, on lui a donné l'assurance verbale qu'il recevrait l'aide matérielle et l'appui des Etats-Unis."
- "Si Washington ne fait rien pour faire échouer Allende, ce sera une invitation à un pas plus ferme vers le nationalisme de gauche dans les pays latino-américains qui se traduira par un grand danger pour les investissements étrangers."
- 23 octobre 1970 = "Un Chili dominé par le communisme dans le cône Sud de l'hémisphère, en tandem avec une Cuba communiste dans le Nord, à notre porte, représente un défi dangereux à la sécurité nationale et à l'intérêt des Etats-Unis..." De plus, il serait "une base pour exporter la violence révolutionnaire inspirée par les communistes dans les pays voisins du Chili et un point de transit pour l'appui soviétique et cubain aux groupes de guérillas dans de nombreuses nations sud américaines"... "Il faut reconsidérer l'importance stratégique des ressources chiliennes pour la sécurité des Etats-Unis. Il existe aussi une réelle possibilité que dans l'avenir la flotte soviétique puisse utiliser le Chili comme base opératoire, de même que Cuba aujourd'hui." ... "Cet hémisphère est encore dans la zone d'influence nord-américaine et on doit le rappeler fermement à l'URSS." ... "Les Etats-Unis doivent informer le Président Allende que si sa politique exige l'expropriation de nord-américains, les Etats-Unis attendent une compensation rapide en dollars américains et en monnaie étrangère convertible, comme l'exige la loi internationale. Il faut l'informer que si cela n'arrive pas rapidement, il y aura des répercussions immédiates dans les cercles officiels et privés. Cela pourrait signifier la suspension de tous les prêts de banques internationales et de banques privées nord-américaines." ...

N.B. Aucun démenti de source nord-américaine n'a été apporté à ces documents secrets d'International Telephon and Telegraph. Le 22 mars 1972 ont eu lieu des auditions au Sénat américain sur les activités de l'ITT au Chili. Le P.D.G. d'ITT a reconnu avoir cherché avec la CIA à s'opposer à l'accession au pouvoir d'Allende.

L'utilisation du parlement par la réaction

Pendant les 3 ans au gouvernement de l'Unité Populaire (3 novembre 1970, 11 septembre 1973), la majorité du Parlement (Chambre des Députés + Sénat = 200 sièges) est dans l'opposition.

REPARTITION DES SIEGES EN NOVEMBRE 1970

=====

Unité Populaire = 81 sièges

Opposition = 119 sièges

La constitution prévoit que le Parlement a besoin d'une majorité des 2/3 pour démettre le Président, ce qui n'était pas le cas en novembre 1970. C'est principalement pour cet objectif que se bat l'opposition aux élections législatives de mars 1973, sans succès puisque l'UP obtient 44 % des suffrages.

REPARTITION DES SIEGES APRES MARS 1973

=====

Unité Populaire = 83 sièges

Opposition = 117 sièges

Ce parlement à majorité d'opposition a pratiqué pendant 3 ans l'obstruction systématique face aux projets de loi du gouvernement. Exemples d'obstruction :

- septembre 1972 : refus de voter des crédits de développement économique (chemins de fer, électrification, etc...).
- Refus de voter la loi sur les délits économiques tels que les accaparements (stockage de marchandises) et la spéculation.
- mars 1973 : refus de voter le réajustement de salaires rendu nécessaire par la hausse du coût de la vie. La droite propose une modification de ce projet à laquelle le tribunal constitutionnel s'oppose le 9 avril 1973.

Le sabotage économique

ENTRE LE 4 SEPTEMBRE ET LE 4 NOVEMBRE 1970

=====

Les grands propriétaires du Sud font passer 200.000 têtes de bovins en Argentine. Dans la province de Magallanes, 150.000 brebis sont sacrifiées. Dans la même période, on assiste à la fuite à l'étranger d'énormes capitaux et à la liquidation de nombreuses entreprises. Les investissements privés sont paralysés par la droite. Sur le marché international de Londres commence la manipulation du prix du cuivre tendant à la baisse qui ira en s'accroissant (sous Frei, le cuivre se vendait 0,84 dollar la livre, en 1971 ce prix passe à 0,49).

1 octobre Pendant cette même période, les complots réactionnaires vont bon train et culminent avec l'assassinat du commandant en chef des Forces Armées, le Général Schneider, tué le 22 octobre 1970 par un commando fasciste.

DE NOVEMBRE 1970 A SEPTEMBRE 1973
=====

La baisse du prix du cuivre entraîne une perte de devises. Au même moment on observe une forte augmentation des prix à l'importation (notamment de produits alimentaires, importations dues en partie à l'accroissement de la consommation). Cette détérioration des termes de l'échange, accrue du fait de l'inflation des monnaies occidentales, se traduit de la manière suivante : en 1969, une tonne de cuivre représentait 2,61 tonnes de viande congelée ; en juillet 1972, la même quantité de cuivre ne représentait plus que 1,01 tonne de viande congelée.

La politique économique des U.S.A. face au Chili de l'Unité Populaire va aggraver cette situation : dès les débuts du nouveau gouvernement, les banques US et internationales ferment leurs lignes de crédits. En juillet 1971, l'Eximbank refuse au Chili un crédit pour l'achat de 2 boeings. Les entreprises US refusent de livrer des pièces de rechange. En octobre 1972, une des compagnies du cuivre nationalisées, la Kennecott, obtient du Tribunal de Paris la décision d'embargo sur une cargaison de 3.000 tonnes de cuivre.

A l'intérieur, la droite organise la spéculation, les accaparements et le marché noir. Les fonds ainsi recueillis servent en partie à organiser les campagnes politiques.

En juillet 71, on découvre des stocks de Nescafé à l'agence "Graham" principal distributeur.

En août 1972, découverte d'un stock de 240 tonnes de laine vierge ainsi que d'abattoirs clandestins.

Pour certains produits, l'accaparement correspond à 70 % de la production ; la pénurie de ces produits est imputable à l'accaparement et non à une baisse de la production qui, au contraire, est en net accroissement (ex : pâtes alimentaires : + 81 % - pneus : + 25 % - détergents : + 22 % - lait condensé : + 31 % ...).

Les ménagères des beaux quartiers organisent l'affolement sur le thème de la disparition du marché de tel ou tel produit, ce qui explique en partie les queues devant les boutiques. La presse de droite est utilisée (par ex. El Mercurio) et les petites annonces servent à organiser le marché noir.

La pénétration idéologique de l'impérialisme dans certains secteurs d'employés et même de la classe ouvrière (mineurs) explique non seulement les grèves du cuivre (El Salvador, juillet 71 ainsi qu'à Chuquicamata, fin avril à fin juin 73, El Teniente) mais encore les baisses de production : en juin 1971, la production de la mine El Teniente est tombée à 8.000 tonnes, alors que la production normale de cette mine est de 14.000 tonnes par mois. La situation a été vite rétablie grâce à l'activité de l'UP, faisant croître la production jusqu'à 16.000 tonnes de cuivre à El Teniente.

En mai 1972, une grève éclate à Chuquicamata ; elle ne durera que 48 h, les grévistes acceptant les propositions du gouvernement.

En août 1972, au cours d'une grève de commerçants, des heurts se produisent avec des fonctionnaires qui voulaient ouvrir les magasins. A la suite de ces incidents, l'état d'urgence est décrété dans les provinces de Santiago et de Magallanes.

En octobre 1972, première grande grève des camionneurs. L'action de masse lutte contre cette grève séditionnelle qui vise à désorganiser le commerce.

En 1972, il y a eu 52 attentats, contre les voies ferrées, les lignes de téléphone, etc...

Dans les deux premiers mois de 1973, on dénombre 46 attentats contre plusieurs locaux des partis de l'UP (4 morts - 86 blessés).

Après les élections du 4 mars 1973, des barricades s'élèvent dans les beaux quartiers de Santiago pour protester contre les "fraudes" électorales.

En juillet 1973, une nouvelle grève des camionneurs s'éternise. A la suite de cette action séditionnelle, un grand nombre de magasins ferment.

La contre-révolution par la presse, la radio et la télévision

En octobre 1971, l'opposition diffuse 850.000 journaux par jour, alors que l'UP n'en diffuse que 320.000. Les chaînes de radio sont contrôlées à 80 % par l'opposition.

Il s'agit, dans un premier temps, pour la droite, de créer un climat de terreur au moyen de la presse ou de la radio. Tous les arguments sont bons pour attiser la haine et la violence contre l'UP dans les couches moyennes. L'anti-communisme est visible dans les titres, les chroniques de la presse, les feuilletons, la musique et les annonces publicitaires à la radio. On encourage le marché noir, la spéculation, on provoque une psychose d'achats. De la même manière que les journaux de droite surestiment les actions de l'ultra-gauche, ils appellent à l'escalade des actions de droite, baptisées "résistance civile" et qui vont des "manifestations de casseroles" aux grèves corporatistes (paros gremiales).

Un peu plus tard, radio et presse de droite encouragent la création de groupes fascistes. Un peu plus tard encore, on trouve des appels directs à la guerre civile.

Le pouvoir judiciaire

L'Unité Populaire n'a jamais disposé du pouvoir judiciaire, composé de membres de l'oligarchie ou ayant partie liée avec elle. La tactique de la Cour Suprême a été la même pendant 3 ans : lenteur et inefficacité pour châtier les séditionnels mais par contre célérité pour porter préjudice au gouvernement et à l'intérêt social. Quelques procès font ressortir clairement cette tactique :

En 1971, la Cour Suprême refuse d'enquêter sur le Sénateur Morales Adriasola qui avait participé au complot Viaux. En 1973, la Cour Suprême confirme la sentence qui condamne Viaux lui-même à seulement 2 années de prison et à 5 ans d'expulsion (ce qui lui laisse la possibilité de comploter à l'étranger).

La diffusion de fausses nouvelles et de propos alarmistes est laissée impunie : par exemple la Cour Suprême a laissé toute liberté à Radio-Agricultura pour ses activités séditionnelles mais par contre a ordonné la mise en accusation du

Secrétaire Général du Gouvernement.

Des mesures préventives ont été prises par la Cour Suprême pour paralyser les entreprises réquisitionnées ou mises sous contrôle de l'Etat. Ces mesures avaient pour but d'annuler les décisions administratives de l'exécutif. Les conséquences pratiques en étaient que le gérant de l'Etat ne pouvait pas virer de fonds, vendre la production ni acheter les matières premières.

Dans les conflits opposant des paysans mapuches à des latifundistes, les premiers étaient accusés d'usurpation pour avoir récupéré leurs anciennes terres et se voyaient condamnés à la prison ferme ; par contre les latifundistes, même s'ils avaient tué un ou plusieurs paysans étaient relâchés immédiatement (ex. de Frutillas en 1972, où 4 paysans avaient trouvé la mort).

160 plaintes en vertu de la Loi de Sécurité déposées par le Parlement n'ont eu aucun effet. Les tribunaux interprètent la loi pour laisser libres en quelques heures les séditeux accusés d'incendies de bus ou de destruction d'installations publiques.

Lors de la grève patronale d'octobre 1972 et en mai 1973, la Cour Suprême fait connaître des résolutions qui rejoignent les accusations de la droite et où il est question de supposés actes illégitimes du Gouvernement Populaire, de la "crise" et de la "faillite imminente de l'Etat de Droit".

Documents réunis par

Michèle BERNU

Micheline CENDORF

Colette NOYAU-ROJAS

20 septembre 1973

N.B. Les faits cités sont très vérifiables dans la presse de l'Unité Populaire et dans les Archives du CFAL.

comité france Amérique latine

Pour l'information en France sur les problèmes de l'Amérique latine et l'amitié entre le peuple français et les peuples d'Amérique latine

Extraits des Statuts

Le Comité France-Amérique latine est une association déclarée (loi de 1901) qui a pour but

"Le constant renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le peuple français et ceux de tous les pays d'Amérique latine. Pour cela, elle fera connaître largement, de façon objective, la vie sociale, économique, culturelle, politique de ces pays ; favorisera le développement en France des études et des recherches ibéro-américaines dans tous les domaines de l'histoire, de la littérature et des arts, de l'évolution sociale, économique et politique" (Art. 2 des statuts)

.... et pour moyens

"Le Comité France-Amérique latine réalise son objet par la diffusion d'informations, l'organisation de conférences, expositions, présentations de films, la publication de documents, l'édition d'ouvrages, de périodiques, etc..." (Art. 3)

"Sont membres du Comité les personnes qui souscrivent au but poursuivi par lui, participent activement à la réalisation de ce but, adhèrent aux (...) statuts et acquittent les cotisations qui y sont prévues.

L'Association peut créer des cercles, comités locaux ou groupes spécialisés en vue de la réalisation de ses objectifs" (Art. 6)

Le Comité directeur de l'Association

Gisèle ARNAUD (Montpellier),
Florence AUDIER, économiste,
Marcel BATAILLON, administrateur honoraire du Collège de France,
Michèle BERNU, assistante à l'Université,
Jean-Marie BINOCHE, animateur culturel,
Simone COCOUZ, secrétaire de direction,
Pierre CREPEL, attaché de recherches au C.N.R.S.,
Pierre DUPONT, professeur,
Georges FOURNIAL, journaliste,
Pierre GILHODES, professeur.
Monique GREGOIRE, étudiante,
Alain JOXE, professeur,
Dominique LAHALLE, chargé de recherches au C.N.R.S.
Jacques MAITRE, maître de recherches au C.N.R.S.,
Yves PINGUILLY, animateur culturel,
Michel REDJAH, journaliste,
Christine THOUZEAU, étudiante,
Louis URRUTIA, professeur,
Christiane de VAUGELAS, étudiante,
Paul VERDEVOYE, professeur.

En outre, à Paris, le Comité a organisé un service de SOLIDARITE (permanence : tous les samedis, de 14 h 30 à 17 h 30, 163, boulevard de l'Hôpital, 75013 PARIS - Métro : Place d'Italie).

BULLETIN D'ADHESION ET/OU D'ABONNEMENT (1)

- Je désire adhérer au Comité France-Amérique latine et vous adresse ci-joint ma cotisation (1) (2)
- Veuillez prendre note de mon abonnement aux Notes d'actualité dont je vous adresse ci-joint le montant (1) (3)
- M. Mme Melle (1) NOM
- Prénom
- Adresse
- Code postal
- Tél.
- Profession
- Lieu de travail

Date et signature :

(1) Rayez les mentions inexacts.

(2) Tarif des cotisations : membre actif, 25 F ; étudiants, conjoints et petits salaires, 10 F ; membre bienfaiteur, 100 F ou plus

(3) Abonnement aux Notes d'actualité : abonnement ordinaire, 20 F. ; tarif réduit pour les membres du Comité 15 F.

- Adressez le bulletin d'adhésion et/ou l'abonnement au C.F.A.L., 163, boulevard de l'Hôpital, 75013 - PARIS en y joignant un chèque bancaire ou postal (les 3 volets) établi au nom de Mme Florence AUDIER - CCP 32.868 - 27 LA SOURCE.